

Communiqué de presse d'Initiative Citoyenne : le scandale de l'Avandia, une preuve de plus d'opacité dramatique pour la santé humaine !

Alors que les médias nous ont dit que les preuves de toxicité de ce médicament remontaient à 2007, il se trouve que déjà en 2003¹, les officiels étaient au courant du risque accru d'insuffisance cardiaque (+70%) pour les millions de patients qui en prenaient en Europe depuis sa sortie en 1999 ! Comment alors et pourquoi les officiels ont-ils tant tardé à réagir et à envisager un retrait urgent de ce produit ? C'est là à nos yeux un indice fort de conflits d'intérêts dans le chef des agences de validation comme l'EMA et la FDA qui sont, c'est un secret de polichinelle, très majoritairement financées par les firmes pharmaceutiques.

Ce manque évident de transparence n'a hélas pas manqué lui non plus dans le cadre du H1N1. Citons pêle-mêle, les groupes **secrets** de l'OMS, le contrat **secret** entre l'état belge et GSK, le refus par les responsables des groupes PPE et du parti socialiste européen d'accéder à la demande de 210 eurodéputés de créer une commission spéciale au sein du parlement européen pour investiguer notamment le rôle qu'a joué l'agence européenne du médicament....

Comment régler ou à tout le moins corriger une telle opacité ?

Il y a plusieurs moyens d'y concourir : ce ne serait tout d'abord pas un luxe que les médias, quels qu'ils soient diffusent systématiquement les liens d'intérêts avérés des « grands experts » qui s'expriment sur leur chaîne ou dans leur journal. C'est là une question de déontologie élémentaire vis-à-vis du public !

Ensuite, il est absolument indispensable qu'un autre groupe mixte (médecins-non médecins), composé de citoyens élus par les citoyens et totalement exempts de conflits d'intérêts puisse jouer un rôle de contre-pouvoir. De la sorte, il ne sera nul besoin de se priver des experts officiels qui sont, paraît-il, un « puits de science » indispensable comme l'a déjà dit l'OMS mais ils ne travailleront ainsi plus tous seuls sans aucun contrôle démocratique possible.

Ce groupe mixte pourrait ainsi analyser les mêmes situations avec les mêmes données et rendre un rapport qui serait rendu public par les médias de la même façon. Si jamais les deux groupes ne sont pas d'accord, au moins le public en sera informé et ne sera plus prisonnier d'un diktat officiel, provenant en réalité d'intérêts privés.

Cela serait là une façon constructive de tirer les leçons du scandale du H1N1 et cela permettrait d'en éviter bien d'autres ! Au lieu de cela, la ministre de la santé a organisé début juillet une sorte de super meeting européen pour soi-disant « tirer les leçons de la pandémie de H1N1 » mais, avec en invités, le numéro 2 de l'OMS qui avait osé nier que son agence avait modifié la définition de pandémie, des scientifiques aux conflits d'intérêts avérés etc.

On a donc pris les mêmes pour recommencer et pire encore puisqu'il est notamment sorti d'un tel meeting que dorénavant, il faudrait faire **ENCORE PLUS VITE** pour mettre un futur vaccin pandémique sur le marché² ! Les victimes de ce vaccin expérimental au développement bâclé apprécieront une telle arrogance....

La firme GSK comme d'autres ont fait d'énormes profits avec le H1N1 comme ils ont fait d'énormes profits avec l'Avandia. Dans le cadre du H1N1, on se souviendra que le contrat léonin entre la firme et l'état belge stipulait que l'état devait se garder de toute démarche qui pourrait entraîner le dénigrement ou salir la réputation du vaccin, de la firme ou de ses autres produits. Quand on apprend les méthodes employées par GSK pour étouffer le scandale de l'Avandia, on ne peut que constater que GSK contribue toute seule, comme une grande, à son propre dénigrement. Et dire que, malgré cela, une telle firme continue de recevoir des subsides publics que beaucoup de citoyens continuent sans doute de payer malgré eux !

Pour Initiative Citoyenne,
Sophie Meulemans, Muriel Desclée, Marie-Rose Cavalier.

¹ <http://www.medicms.be/medi/voit22blog.php?article=260>

Diabetes Care **2003**;26:2983-2989.

² Cfr communiqué du 05/7/2010 sur le site de Laurette Onkelinx, intitulé « **Réunion informelle du conseil EPSCO sur la santé.** »